

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 15 (2024)

Faits saillants

- ❖ Région : croissance de 4,6% en 2024 selon la BASD
- ❖ Vietnam : croissance de 6,0 à 6,5% en 2024 d'après le MPI
- ❖ Birmanie : contraction des échanges de 11% et des IDE de 60% en 2023-24

Région

LE CHIFFRE À RETENIR

10,9%

L'ASEAN pourrait contribuer à 10,9% de la croissance du PIB mondial en PPP sur la période 2024-2030 selon l'AMRO

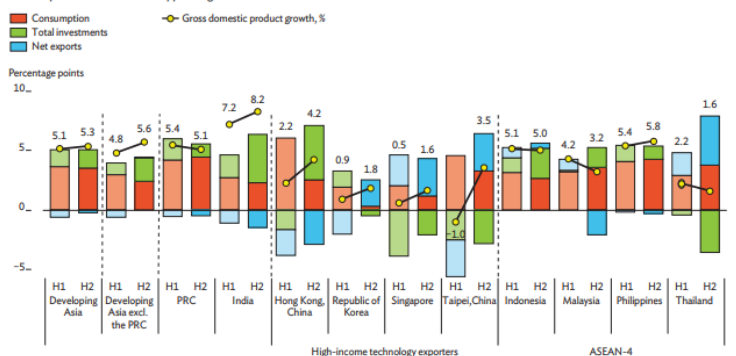
BAsD : croissance à 4,6% en 2024 et 4,7% en 2025 en Asie du Sud-Est

Portée par une demande intérieure robuste et une reprise continue du tourisme, la croissance de l'Asie du Sud-Est devrait atteindre 4,6% en 2024

et 4,7% en 2025, d'après la Banque asiatique de développement (BASD). L'Indonésie devrait maintenir une croissance de 5,0% au cours des deux prochaines années, soutenue par une consommation privée solide, des dépenses publiques dans les infrastructures et une amélioration progressive de l'investissement. En plus d'une demande intérieure solide, une reprise des exportations de marchandises à partir de mi-2024 devrait stimuler la croissance en Thaïlande (2,6% en 2024 et 3,0% en 2025), au Vietnam (6,0% en 2024 et 6,2% en 2025), aux Philippines (6,0% en 2024 et 6,2% en 2025) et en Malaisie (4,5% en 2024 et 4,6% en 2025). Le tourisme continuerait de soutenir la croissance des services, tandis que l'industrie bénéficierait de la reprise des exportations et d'une politique monétaire assouplie.

Figure 1.1.1 Contributions to Growth, Developing Asia, 2023
A. Demand-Side

Consumption and investment supported growth in 2023.

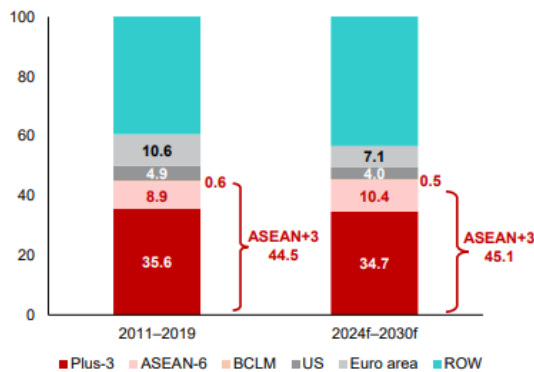


AMRO : croissance de 4,8% en 2024 et 4,9% en 2025 pour l'ASEAN

La croissance économique de l'ASEAN devrait s'améliorer en 2024 et 2025, à l'exception de la Birmanie, avec des taux prévus respectivement à 4,8% et 4,9%, selon le dernier rapport du Bureau de Recherche Macroéconomique de l'ASEAN+3 (AMRO) publié ce lundi. Les exportations de marchandises et la demande intérieure

stimuleraient cette croissance, tandis que le retour du tourisme aux niveaux pré-pandémie bénéficierait à la plupart des économies. Les économies de l'ASEAN-6 ancreront la croissance à 4,9% entre 2024 et 2030, contribuant en moyenne à 10% à la croissance mondiale en parité de pouvoir d'achat (PPP), tandis que celles du Brunei, Cambodge, Laos et Myanmar (BCLM) devraient augmenter de plus de 5% par an en moyenne en PPP. L'inflation dans la région devrait diminuer, passant de 2,7% en 2024 à 2,4% en 2025, principalement grâce à la stabilisation des prix des matières premières. Les risques à court terme incluent une hausse soudaine des prix des matières premières et une croissance plus lente en Chine, ainsi que des répercussions négatives de la campagne présidentielle américaine et une éventuelle récession dans les économies avancées hors de la région.

Figure 1.42. World: Contribution to Real GDP Growth on PPP Basis (Percent share)



Source: National authorities via Haver Analytics; Oxford Economics; IMF World Economic Outlook January Update 2024; AMRO staff calculations
 Note: ASEAN-6 = Indonesia, Malaysia, the Philippines, Singapore, Thailand, and Vietnam; BCLM = Brunei, Cambodia, Lao PDR, and Myanmar; Plus-3 = China, Japan, and Korea; ROW = rest of the world. f = forecast. Real GDP is forecast in local currency and converted to purchasing power parity (PPP).

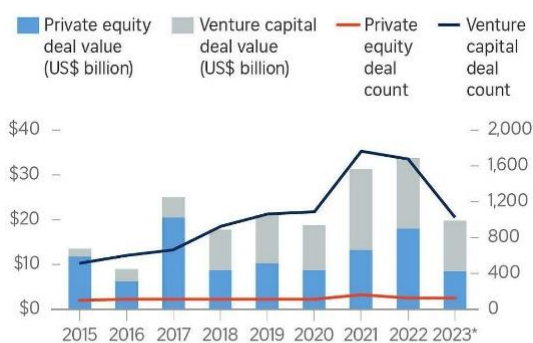
Les startups se trouvent confrontées à un déficit de financement en « late-stage »

Dans un contexte où le capital-investissement se raréfie dans l'Asie du Sud-Est, les entreprises en croissance se trouvent confrontées à un défi majeur pour obtenir les financements nécessaires à leur expansion. Entre 2015 et 2023, Singapour a généré près de 6 000 opérations de capital-investissement, ce qui en fait le plus grand marché de la région en termes de valeur et de volume de transactions.

Malgré cette activité, moins de 9% des transactions de capital-risque dans la région dépassaient les 25 M USD, créant un manque de financement pour les entreprises et limitant leur capacité à embaucher et à s'étendre géographiquement. Alors que Singapour, l'Indonésie et le Vietnam ont attiré une part importante des capitaux privés dans la région, les investissements dans des entreprises matures et traditionnelles restent donc limités.

Fewer deals in South-east Asia

PRIVATE CAPITAL DEAL ACTIVITY



*As at Dec 31, 2023

Source: PITCHBOOK

Le Japon cible l'Asie du Sud-Est pour recruter des professionnels de la tech

Dans le cadre de ses efforts visant à attirer davantage d'investissements étrangers sur son territoire, le gouvernement japonais envisage de faciliter le recrutement de travailleurs qualifiés dans le secteur des TIC (technologies de l'information et de la communication) en provenance d'Asie du Sud-Est et d'Inde. Ce mercredi, une réunion de groupe de travail du Cabinet Office s'est tenue en ce sens, mettant l'accent sur i) le développement des opportunités d'investissement ; ii) la recherche de talents hautement qualifiés ; iii) la promotion de la collaboration avec des entreprises étrangères ; et iv) l'amélioration de l'environnement « business » et des conditions de vie dans le pays. Parmi les mesures envisagées figure la révision du système de statut de résidence pour faciliter l'emploi de travailleurs de la tech en provenance d'Asie du Sud-Est et d'Inde. Le gouvernement envisage également de permettre la conduite des procédures de création d'entreprise en anglais pour faciliter l'arrivée d'entreprises étrangères sur son territoire.

Malaisie

Léger recul des exportations en février

Les exportations, qui avaient connu un rebond en janvier (+8,7% en glissement annuel - g.a.) après dix mois de baisse continue, ont reculé de 0,8% en février en g.a., avec un montant s'établissant à 23,3 Mds USD. Cette situation s'explique principalement par la nouvelle baisse enregistrée par le secteur électrique et électronique (33% des exportations) de 10,4% en g.a. (+6,2% en janvier). Les importations (21,1 Mds USD) ont quant à elles continué à progresser (+8,4% après +18,7% en janvier, en g.a.) et l'excédent commercial (2,3 Mds USD) s'est contracté de 44,4% en g.a. (+43,9% en janvier en g.a.).

Résultats mitigés pour la production industrielle

La production industrielle corrigée des variations saisonnières continue à augmenter en février, de 2,9% en g.a., mais dans une moindre mesure que le mois précédent (+4,3%). Le secteur manufacturier voit en effet le rythme de croissance de sa production ralentir à +1,1% (contre +3,9% en janvier) en lien avec la baisse des exportations. De leur côté, les industries extractives et les producteurs d'électricité enregistrent une accélération avec des hausses respectives de 7,9% et 10,9% en g.a. (+5,0% et +8,2% en g.a. en janvier).

Singapour

Visite de Lawrence Wong à Paris (10-13 avril): inauguration des bureaux de Temasek et lancement de l'Année franco-singapourienne de la durabilité

En visite en France du 10 au 13 avril, le vice-Premier ministre et ministre des Finances, Lawrence Wong, a été reçu par le président de la République, Emmanuel Macron. Ils ont lancé à cette occasion l'Année Conjointe de la Durabilité France-Singapour (JYOS), une initiative d'un an mettant en avant la coopération bilatérale en matière de développement durable et de transition écologique. La JYOS comprendra une série d'événements de sensibilisation prévus jusqu'en 2025, qui marquera le 60e anniversaire des relations

diplomatiques entre les deux pays. Lawrence Wong et Emmanuel Macron ont également annoncé l'approfondissement de la coopération bilatérale et de la volonté d'élever la relation entre nos deux pays à un Partenariat Stratégique Global (CSP) avant 2025. La visite de Lawrence Wong a également été l'occasion pour le fonds singapourien Temasek d'inaugurer son nouveau bureau à Paris en présence du ministre des Affaires étrangères de Singapour, Vivian Balakrishnan, et des ministres français de l'Économie, des Finances, de l'Industrie et de la Souveraineté numérique, Bruno Le Maire, et de l'Intérieur, Gérald Darmanin.

Vietnam

Le ministère vietnamien du Plan et de l'Investissement (MPI) prévoit deux scénarios de croissance pour 2024

Selon le premier scénario, le pays devrait enregistrer une croissance annuelle de 6% avec un taux de 5,9% au T2, 6,2% au T3 et 6,3% au T4. Pour le deuxième, le PIB devrait augmenter de 6,5% à la fin de l'année, avec un taux de 6,3% au T2, 6,8% au T3 et 7,1% au T4. Le MPI recommande le deuxième scénario, tout en confirmant que les efforts nécessaires devront être déployés, notamment dans la promulgation d'instructions pour la mise en place des lois révisées dans des secteurs clés dont l'immobilier, les établissements de crédits et le logement.

La Banque mondiale maintient sa prévision pour la croissance économique du Vietnam (5,5%)

Selon le dernier rapport publié sur les perspectives économiques de la région Asie de l'Est et Pacifique (EAP) de la Banque mondiale (BM), les pays en développement de la région EAP affichent une croissance plus soutenue que le reste du monde, mais qui reste inférieure à son niveau d'avant la pandémie. La reprise du commerce mondial et l'assouplissement des conditions financières devraient bénéficier aux économies de la région, mais la montée du protectionnisme et les incertitudes entourant les politiques publiques pourraient au contraire freiner la croissance. Concernant le Vietnam, la croissance atteindrait 5,5% en 2024, taux précédemment annoncé par la BM. Le pays continuera de figurer parmi les plus dynamiques. Le rapport souligne que les difficultés traversées par le secteur immobilier et l'incertitude concernant le prolongement de la politique de report des créances douteuses, qui doit arriver à son terme en juin 2024, pourraient freiner la croissance. La Banque mondiale prévoit une croissance du PIB du Vietnam de 6% en 2025 et de 6,5% en 2026, conditionnée à une conjoncture mondiale stable.

Le gouvernement souhaite voir la construction d'une ligne de TGV vers la Chine être lancée d'ici 2030

Le bureau du gouvernement (BoG) a rendu publique le 8 avril 2024 la décision de prioriser deux projets de ligne de train à grande vitesse du nord du pays, à savoir : la ligne Hanoi – Lang Son, qui devra permettre de connecter le réseau vietnamien au réseau chinois ; et la ligne Lao Cai - Hanoi – Haiphong – Quang Ninh. Selon la décision, la construction de ces deux lignes devra avoir été initiée d'ici 2030. La construction de la première ligne a déjà été proposée à plusieurs reprises par le passé et les grands projets d'infrastructures vietnamiens respectent rarement les délais prescrits.

Le Vietnam lance ses premières enchères 5G

Après plusieurs pilotes lancés au niveau local depuis 2021 et avoir fait le choix de bandes de moyenne fréquence, permettant de trouver un équilibre entre une couverture large du territoire et la vitesse de connexion et des temps de latence faible, le ministère de l'Information et des Communications (MIC) a lancé courant mars ses enchères pour les bandes fréquences 2500-2600 MHz (B1), 3700-3800 MHz (C2) et 3 800-3 900 MHz (C3) dédiées à la 5G. La première a été remportée le 8 avril 2024 par Viettel, opérateur sous la tutelle du ministère de la Défense ; la seconde, par un autre groupe public, Vietnam Posts & Telecommunications Group (VNPT) ; et la troisième n'a pas encore été attribuée, faute de candidats. Si les enchères étaient théoriquement ouvertes à toutes les entreprises, les lauréats devront offrir des services commerciaux et déployer 3 000 stations de base dans les 12 et les 24 mois, respectivement, qui suivront l'obtention de leur licence, valable quinze ans. Les investissements dans les infrastructures étant estimés à 1 Md USD et le marché des télécommunications vietnamien étant déjà très compétitif et encore limité pour la 5G (entre 17% et 20% des terminaux mobiles peuvent supporter la 5G), le nombre d'acteurs intéressés à concourir s'est finalement retrouvé limité. Pour rappel : le schéma directeur du Vietnam pour les infrastructures d'information et de télécommunications prévoit que 99% de la population ait accès à la 5G d'ici 2030. Le leader chinois, Huawei, n'est plus présent dans les réseaux de télécommunications vietnamiens depuis la 4G.

Thaïlande

Sorties de capitaux étrangers au T1 2024

Au T1 2024, les investisseurs étrangers ont vendu 68,9 Mds THB (1,9 Md USD) d'actions thaïlandaises, dont 41,2 Mds (1,1 Md USD) en mars seulement. Cette dynamique serait le résultat de plus faibles performances économiques des entreprises thaïlandaises (en lien avec la mollesse de la croissance économique) et d'un contexte financier global plutôt favorable aux sorties de capitaux (taux d'intérêt américains toujours élevés). Le Stock Exchange of Thailand (SET) serait plus confiant pour la seconde partie de l'année, puisque les dépenses du gouvernement, après l'adoption du budget fiscal 2024, devraient être plus importantes, ce qui devrait permettre de stimuler la consommation domestique. Au trimestre précédent, les sorties d'investissements directs étrangers avaient représenté 2,4 Mds USD.

Maintien du taux directeur de la banque centrale

Le comité de politique monétaire de la Bank of Thailand (BoT) a décidé, à 5 voix contre 2, de maintenir son taux directeur à 2,5%. Les deux autres membres avaient voté une réduction de 0,25 point. Cette décision est motivée par la prévision de croissance de la Thaïlande pour 2024, supérieure à 2023 grâce à la hausse attendue de la consommation privée et du tourisme, ainsi qu'aux dépenses publiques qui devraient accélérer maintenant que le budget a été accepté. En particulier, la mesure du « digital wallet » (portefeuille électronique), qui devrait coûter 500 Mds THB (13,7 Mds USD), sera financée entièrement par le budget (2024 et 2025) et non par des prêts spéciaux. Alors qu'elle devrait finalement être mise en place au T4 2024, cette mesure permettrait de gagner de 1,2 à 1,6 point de croissance supplémentaire en 2024 selon les autorités.

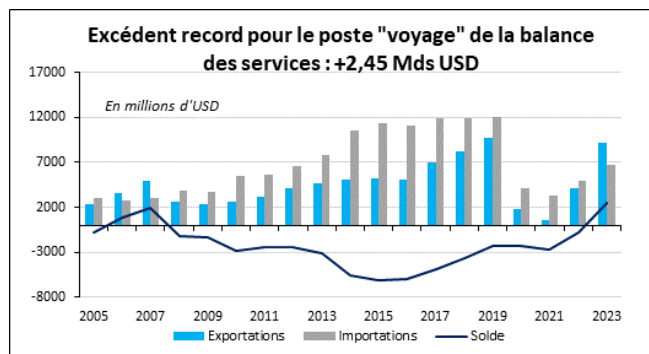
De nouvelles mesures fiscales pour stimuler le marché immobilier

Le ministère des Finances a pris des mesures visant à accroître le volume des transactions immobilières dans le but affiché de stimuler l'activité économique en 2024, à savoir des frais de transaction réduits pour les maisons d'une valeur allant jusqu'à 7 M THB (191 730 USD), qui représentent environ 50 à 70% du marché immobilier. Les frais de transaction et les frais d'hypothèque seront ainsi réduits pour les acheteurs entrant dans cette limite (à 0,01% contre 2% et 1% auparavant). Le gouvernement prévoit également d'offrir, via les banques d'Etat, un volume de prêts immobiliers d'un montant total de 30 Mds THB (820 M USD), des exonérations fiscales pour certains promoteurs immobiliers ainsi que des déductions fiscales pouvant atteindre 100 000 THB (2 750 USD) pour les personnes souhaitant construire leur maison. Les autorités ont également annoncé souhaiter faciliter les achats immobiliers pour les propriétaires étrangers. Ces mesures présentent néanmoins un risque financier si elles doivent se traduire par une hausse des crédits immobiliers alors que le taux d'endettement des ménages dépasse 90% du PIB.

Philippines

Excédent record de +2,45 Mds USD en 2023 pour le poste « voyage » de la balance des services

En 2023, le solde du poste « voyage » de la balance des services a enregistré un excédent net de +2,45 Mds USD (+230% par rapport à 2022), le premier depuis 2007 et le niveau le plus



important depuis 16 ans. Ce résultat s'explique par une augmentation de +118,5% des exportations de voyages, c'est-à-dire des dépenses de voyageurs étrangers dans l'économie locale, à 9,1 Mds USD. Cette bonne performance a contribué à 13% de l'excédent de la balance des services l'année dernière. En 2023, les Philippines ont reçu 5,43 millions de touristes étrangers, surpassant la cible du ministère du Tourisme de 4,8 millions de touristes. L'archipel continue de se positionner en retrait par rapport à ses voisins de l'ASEAN, avec environ 6 fois moins de touristes que la Thaïlande ou la Malaisie l'an dernier.

Premier sommet Etats-Unis, Japon et Philippines à Washington alors que les incidents avec la Chine se multiplient en mer de Chine du sud

Le Président Marcos s'est rendu aux Etats-Unis les 11 et 12 avril, pour la quatrième fois en moins de deux ans, pour un sommet trilatéral avec le Président américain Biden et le Premier ministre japonais Kishida après une série d'incidents opposants navires chinois et philippins dans la zone économique exclusive (ZEE) des Philippines, avec sept blessés en deux semaines. Si les questions de sécurité ont été au centre des échanges entre les trois chefs d'Etat, l'agenda économique du sommet est mis en avant par les responsables

philippines, soucieux de ne pas provoquer la Chine, tout en cherchant à réduire leur dépendance à l'égard de leur premier partenaire commercial (23,3% des importations et 14,8% des exportations du pays). Les annonces lors des précédentes visites aux Etats-Unis du Président Marcos ainsi qu'à l'occasion de la visite aux Philippines, il y a tout juste un mois, de la secrétaire américaine au Commerce, Gina Raimondo, accompagnée d'une vingtaine d'entreprises, amènent à nuancer l'annonce par l'ambassadeur philippin aux Etats-Unis que le sommet pourrait s'accompagner de près de 100 Mds USD de nouveaux projets d'investissements. Les Etats-Unis, avec deux-tiers des IDE aux Philippines et son premier marché de débouchés, et le Japon comme premier bailleur du pays, sont des partenaires incontournables du pays dans sa stratégie de derisking vis-à-vis de la Chine.

Cambodge

Développement du secteur ferroviaire du Cambodge

Les ambitions du Cambodge dans le développement du réseau ferroviaire sont grandes. Le ministre cambodgien des Travaux publics et des Transports, Peng Ponea, a annoncé un plan de développement ferroviaire en deux phases. La première (2023-2027) prévoit la modernisation des lignes Phnom Penh-Poipet et Phnom Penh-Sihanoukville, avec une vitesse de 80 km/h pour les passagers et de 50 km/h pour le fret (contre à peine 40 km/h actuellement). Des liaisons entre Phnom Penh et le futur aéroport international Techo Takmao et Siem Reap à son nouvel aéroport international sont encore prévues, ainsi qu'un réseau ferroviaire urbain à Phnom Penh. Le coût de ces 4 projets serait de l'ordre de 3,8 Mds USD. La seconde (2028-2033) prévoit la construction de lignes rapides reliant Phnom Penh à Sihanoukville, à Poipet et à la frontière vietnamienne, ainsi qu'une ligne alternative entre Phnom Penh et Poipet via Kampong Thom et Siem Reap (160 km/h pour les passagers et 80 km/h pour le fret). Ces 4 projets supplémentaires nécessiteraient 6,2 Mds USD. Les budgets annoncés semblent relativement modestes au regard de l'importance des travaux et aucun financement correspondant n'est pour l'heure prévu.

Poursuite du partenariat avec Vinci Airports

Le 5 avril, le secrétariat d'Etat à l'Aviation civile et Cambodia Airports (filiale de Vinci Airports au Cambodge), ont signé un protocole d'accord concernant les aéroports internationaux de Phnom Penh et Sihanoukville. Cet accord ouvre la voie à la poursuite du partenariat historique entre les deux parties, entamé en 1995. Cambodia Airports exploitera le nouvel aéroport international de Phnom Penh (Techo Takmao) dès sa mise en service. Il prévoit aussi la poursuite des investissements contre une extension de la durée de la concession de l'aéroport international de Sihanoukville, que Vinci Airports exploite depuis 2006. Vinci Airports est engagé dans l'exploitation des trois aéroports internationaux du Cambodge depuis le début des années 2000, contribuant ainsi au fort développement de l'aviation civile dans le Royaume, activité clé pour l'industrie du tourisme. Pour mémoire, en 2019, les trois aéroports internationaux du pays ont accueilli 11,6 M de passagers. Et le trafic aérien n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant crise, avec 5,1 M de passagers aériens enregistrés en 2023.

Laos

L'énergie laotienne pour le Vietnam

A l'occasion de sa récente visite au Laos, le ministre vietnamien de l'Industrie et du Commerce a négocié de nouveaux accords d'achat d'électricité, sans oublier des discussions autour du charbon. Les deux pays envisagent de porter de 3 à 5 GWc d'ici 2025 la capacité installée qui serait destinée à des exportations d'hydroélectricité, vers le nord du pays. Les achats seraient réalisés auprès de 26 centrales hydrauliques, avec une supervision laotienne permettant de garantir les quantités exportées. Dans le même temps, Nguyen Hong Dien a plaidé pour que le Laos vende au Vietnam son charbon à des prix plus proches des cours mondiaux. Il a aussi mentionné un prix cible de 0,695 USD/kWh (très peu cher). En contrepartie, le ministre vietnamien fait miroiter la possibilité d'accroître les exportations laotiennes... De fait, si 10% du commerce extérieur laotien se fait avec le Vietnam, ce commerce ne représente que 0,2% du commerce extérieur vietnamien. Et le Vietnam favoriserait aussi les importations laotiennes de carburants.

La JICA au secours du fisc laotien

L'agence de coopération internationale japonaise a récemment conduit un séminaire au profit d'agents des impôts laotiens venus de tout le pays. Cette assistance japonaise vise à permettre aux agents du fisc de mieux comprendre la retenue à la source et son application dans le contexte d'accords fiscaux bilatéraux. Le pays en compte 11 en vigueur, dont quatre hors de l'ASEAN (Chine, Corée du Nord, Luxembourg et Russie). Il s'agit de favoriser un accroissement des recettes fiscales, dont le pays a bien besoin. Les experts de la JICA ont également conseillé les agents des impôts laotiens sur la conduite des contrôles fiscaux. Les experts japonais n'ont toutefois pas manqué de rappeler au fisc laotien de donner des indications fiables aux entreprises contribuables, afin de leur permettre de payer un impôt juste et fiable.

La main d'œuvre toujours aussi rare

La persistance d'une inflation élevée, autour de 25%, après avoir atteint 41,3% en février 2023, modifie le marché du travail. Les employés se dirigent plus volontiers vers l'agriculture et l'industrie, secteurs moins sensibles à l'inflation, que vers les services. Et le nombre de travailleurs indépendants a également crû de 55% depuis janvier 2023, selon une étude de la Banque mondiale. Pendant ce temps, le ministère du Travail et des Affaires sociales déclare que les entreprises – privées – seraient prêtes à mieux payer les travailleurs qualifiés (on sait pourtant qu'elles peinent à appliquer le salaire minimum porté à environ 82 USD en octobre 2023). En attendant, ces derniers s'expatrient massivement vers la Thaïlande, où ils seraient environ 400 000. Quant au secteur du tourisme, il peine à recruter les personnels dont il a cruellement besoin pour accueillir les touristes, en particulier étrangers.

Birmanie

Volume des échanges commerciaux en baisse sur l'année fiscale 2023-2024

Selon les statistiques du ministère du Commerce, la Birmanie a enregistré un déficit commercial de 854 M USD sur l'année fiscale 2023-2024 (avril 2023 à mars 2024), les exportations atteignant 14,6 Mds USD contre des importations à 15,5 Mds USD. Comparés à l'année précédente, les échanges commerciaux sont en baisse de 11% (-12% pour les exportations et -11% pour les importations). Les biens manufacturés sont au premier rang des produits exportés (8,8 Mds USD ; 60% du total des exportations) avec une baisse de 19% par rapport à l'exercice 2022-23 tandis que les produits pétroliers et matières premières plastiques représentent la plus grande part des importations (7,6 Mds USD ; 49% du total des importations). Pour rappel, la loi de planification nationale (national planning law) prévoyait un excédent commercial de 500 M USD, avec des exportations de 16,5 Mds USD et des importations de 16 Mds USD.

Baisse de 60% des IDE en 2023-2024

Selon le registre birman du Directorate of Investment & Company Administration (DICA), les investissements directs étrangers (IDE) approuvés se sont élevés à 662 M USD pour l'année fiscale 2023-24, soit une baisse de 60% par rapport à l'année fiscale de 2022-23. Singapour reste le premier investisseur avec 7 projets pour un montant de 345 M USD suivi par la Chine (41 projets pour 233 M USD). Le secteur de l'électricité représente plus de 50% des IDE entrants même si les flux dans ce secteur ont baissé en 2023-2024 (de 820 M USD à 375 M USD).

Sortie du groupe Chevron du champ gazier de Yadana

Après avoir annoncé en janvier 2022 son intention de départ du champ de gaz naturel de Yadana, en même temps que l'opérateur TotalEnergies, et avoir tenté vendre sa part au canadien MTI Energy en février 2023, le pétrolier américain Unocal Myanmar Offshore Company Limited (UMOC), filiale du groupe Chevron, s'est finalement retiré de la Birmanie le 5 avril 2024. Sa participation de 41,1% dans le champ a été redistribuée aux partenaires restants, PTTEP, filiale de la compagnie nationale d'énergie thaïlandaise PTT, et la société publique birmane MOGE. La part de PTTEP dans le consortium en charge de l'exploitation du bloc de Yadana passe ainsi à 62,9%.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun

Rédaction : SER de Singapour (Olivia PEZARD, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr